

Les Echos

Le Quotidien de l'Économie

Mercredi 5 Mars 2008

Collectivités locales

BERTRAND DELANOË - MAIRE SOCIALISTE DE PARIS

« Il existe un potentiel extraordinaire pour bâtir Paris Métropole »

PARIS MÉTROPOLE, développement économique, emploi, innovation, tours, finances de la ville... Le maire sortant (PS) Bertrand Delanoë, candidat à sa succession, revient sur son bilan et les objectifs de son projet pour la capitale.

Question : En matière de développement économique, quels sont aujourd'hui les atouts et les points faibles de Paris ?

Paris s'est remise en mouvement ! Elle avait perdu 170.000 habitants entre 1975 et 2000 : elle en a regagné 44.000 ces dernières années. Et, depuis deux ans, les créations d'emplois sont reparties, 11.000 en 2006 et 10.000 pour le seul premier semestre 2007. Quant à l'accroissement net du nombre d'entreprises depuis 2001, il atteint 55.000. Ce réveil a été rendu possible par une synergie nouvelle entre la Ville, les entreprises et les milieux universitaires. Mais nous voulons aller beaucoup plus loin. C'est pourquoi nous nous engageons à investir 1 milliard d'euros pour l'innovation, au service de la recherche, de l'université et de PME innovantes.

Le point faible, c'est la taille. Par rapport à Londres c'est le principal handicap de Paris. C'est pourquoi il faut absolument qu'au lendemain des élections municipales se mette en route une nouvelle dynamique : il existe aujourd'hui un potentiel extraordinaire pour bâtir Paris Métropole.

Question : Ce projet de Paris

Métropole est-il une réponse à vos adversaires qui vous reprochent d'avoir privilégié la qualité de vie des Parisiens au détriment de l'attractivité de la ville ?

Non. Durant cette mandature, le développement des pépinières d'entreprises a été sans précédent, passant de 5.000 m2 à 40.000 m2. C'est notre volonté politique qui a permis la création de Paris Biopark, la pépinière Cochin, l'Institut de la vision, l'Institut du cerveau et de la moelle épinière et Silicon Sentier. Par ailleurs, je suis le premier maire de Paris à avoir associé les collectivités voisines à de nombreux projets : cofinancement du tramway d'Issy-les-Moulineaux, extension de Paris Biopark à Ivry, et engagement d'un projet urbain commun à Paris et la Seine-Saint-Denis. Toutes les agences d'évaluation internationales soulignent d'ailleurs cette dynamique parisienne. Le cabinet Cushman & Wakefield a publié récemment une étude réalisée auprès de décideurs mondiaux : en termes d'intentions d'investissements, ceux-ci désignent notre ville comme plus attractive que Londres pour les cinq ans à venir.

Question : Quelles seront les frontières de Paris Métropole et comment doit-elle fonctionner ?

Le piège serait de vouloir fermer le débat avant même de l'avoir ouvert. A l'issue des élections municipales, nous proposons que des Assises de l'agglomération, associant les nouveaux élus, la région et l'Etat, permettent de définir à la fois une méthode et un calendrier. En effet, l'efficacité en matière de politique du

logement, des déplacements ou de dynamique économique, c'est une vraie solidarité à cette échelle. Ainsi qu'une solidarité fiscale, bien entendu. Paris y est prête, je vous le confirme. Mais est-ce le cas des Hauts-de-Seine à qui la question est également posée ? Curieusement, l'UMP n'y fait jamais allusion, préférant évoquer un improbable « pot commun » dans lequel chacun verserait selon sa volonté. C'est la garantie de l'échec.

Question : Jugez-vous positive l'implication de Nicolas Sarkozy dans ce dossier ?

Rien ne se fera sans l'Etat. Son implication est donc légitime même si Nicolas Sarkozy se montre tantôt constructif, tantôt motivé par des préoccupations plus électorales. Je souhaite qu'au lendemain des municipales, ce soit un état d'esprit constructif qui domine.

Question : Londres n'a-t-elle pas des atouts mieux identifiés que Paris ?

Londres reste la première place de l'industrie financière. De ce point de vue, c'est vrai, Paris est moins bien identifiée, mais déjà reconnue depuis des décennies pour la mode, le tourisme ou la culture. Et nous avons contribué, lors de ce premier mandat, à y ajouter le numérique, les biotechnologies, la finance, en particulier par l'émergence des pôles de compétitivité. Demain, nous voulons élargir notre action aux secteurs du design et des écoactivités. C'est l'objet de ce milliard d'investissement. Nous voulons ainsi renforcer le cercle vertueux

innovation-intelligence-création de richesses, au service de l'emploi. Si je suis r el , Paris comptera 100.000 m2 de pépinières d'entreprises à la fin de la mandature. Et je m'engage à créer une agence de l'innovation, qui sera située au Palais Brongniart.

Je veux aussi refonder l'Agence de développement économique, que nous copilotons avec la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Il faut que nous nommions à sa tête un chef d'entreprise qui aura une vraie vision internationale du développement économique.

Question : Vos relations n'ont pas toujours été simples avec la Chambre de commerce et d'industrie de Paris... Le plan de déplacements a suscité des crispations, c'est vrai, mais personne ne peut dire que la politique que j'ai menée depuis sept ans a affaibli l'activité commerciale. Demandez aux commerçants qui longent le tramway du boulevard des Maréchaux s'ils ont vu leur activité décliner. C'est exactement l'inverse ! Mais, globalement, nous avons bien travaillé avec la CCIP. Elle est notamment à nos côtés pour lutter contre la monoactivit  et réintroduire des commerces et des services de proximité.

Question : Comment expliquez-vous que le taux de chômage à Paris soit supérieur à la moyenne nationale ? D'abord, les faits : depuis octobre 2003, le chômage a baissé à Paris, sans discontinuer, de 28 %, à comparer à une diminution de 18 % seulement en France, sur la même période. Résultat : ce différentiel n'est plus que de 0,3 %. Ensuite, je rappelle que la plupart des capitales - en particulier Londres - ont un taux de chômage plus important que le pays, pour une raison simple : c'est dans ces villes que les demandes d'emploi se concentrent. Notre projet vise à installer durablement le chômage en dessous de la moyenne nationale. En misant sur toutes les activités nouvelles - les biotechnologies, la recherche médicale, l' coactivit , les services à la personne, l'industrie de l'image - nous atteindrons cet objectif.

Question : L' conomiste Laurent Davezies dénonce la fuite des sièges

sociaux qui se délocalisent en région parisienne et aggravent les problèmes de transport en Ile-de-France...

Comment peut-on vouloir Paris Métropole et plaider pour que les sièges sociaux soient concentrés dans Paris intra muros ? C'est totalement contradictoire. Comme les habitants, les entreprises sont mobiles, parfois elles naissent à Paris, puis vont s'installer en banlieue. Certaines s'implantent dans la capitale, comme Les Banques Populaires. D'autres reviennent, comme Nokia France. Notre ambition consiste plutôt à mieux les accompagner dans ces mobilités au sein de la métropole.

Question : Quand une entreprise délocalise, vous ne réagissez pas ?

Si, bien sûr. Quand Dexia a quitté Beaugrenelle, nous avons tenté de lui trouver des locaux. Et quand, au Conseil de Paris, j'évoque la possibilité de construire exceptionnellement au-dessus de 37 mètres, c'est aussi à cela que je pense, même si une coalition UMP-Modem-Verts, s'y oppose. Mais disons les choses clairement : conclure un partenariat numérique avec Bill Gates pour le soutien de 40 start-up parisiennes ou équiper totalement Paris en très haut débit d s 2012, n'est-ce pas aussi important que de se battre pour garder un siège social ? Car si cet objectif est atteint, Paris deviendra l'une des capitales mondiales du très haut débit, loin devant Londres.

Question : La construction de tours reste-t-elle dans vos objectifs ?

J'assume cette perspective, en précisant que rien ne se fera sans une concertation poussée avec les Parisiens. L'aménagement de trois friches urbaines à Masséna, Bercy Poniatoski et porte de la Chapelle nous offre la formidable opportunité de faire la jonction avec la banlieue, de dynamiser notre économie mais aussi de donner une chance à l'ambition architecturale et environnementale de Paris.

Question : Quelles leçons tirez-vous de l'échec de la candidature de Paris aux jeux Olympiques ?

Les trois voix qui nous ont manqué étaient des voix européennes. Et cela a plus à voir avec la politique qu'avec notre management du dossier. Je

retiens que les chefs d'entreprise ont été parmi les plus prompts à accompagner cette candidature avec une vraie culture internationale. Certains, à droite, ont choisi d'exploiter la défaite à des fins électoralistes. Pour ma part, je trouve plus intéressant de tirer les conséquences de cette aventure en solidifiant la position de Paris sur la scène mondiale. C'est ce à quoi je m'emploie notamment en tant que président de l'Association des élus locaux du monde (1), qui est partenaire de l'ONU et de la Banque mondiale.

Question : Les finances de la Ville sont très bien notées, mais Françoise de Panafieu vous reproche de n'avoir pas maîtrisé les dépenses de fonctionnement ?

J'assume et même je revendique les 8.000 emplois que la candidate UMP me reproche, car réaliser 5.816 places en crèches, ouvrir des équipements sportifs et culturels ou faire évoluer les horaires du service public implique de créer aussi les emplois correspondants. Et nous l'avons fait, sans augmenter les impôts, alors qu'ils avaient progressé de 50 % entre 1990 et 2000.

Question : Vous prévoyez tout de même de les relever lors de la prochaine mandature...

Oui, mais très légèrement et seulement les deux premières années, afin de maintenir l'investissement et le service public à haut niveau. Je veux dire les choses aux Parisiens : le projet de l'UMP, c'est une spectaculaire régression de l'investissement, estimé à 3,4 milliards d'euros, alors que nous avons atteint le double pendant cette mandature. Mais c'est aussi un pari intenable : là où nous annonçons 400 millions d'euros supplémentaires en fonctionnement, l'UMP affiche 850 millions d'euros sans hausse de la fiscalité. C'est juste impossible ! Son projet dessine mécaniquement une augmentation sensible des impôts. Moi, je préfère dire comment nous financerons le nôtre, sur des bases claires et réalistes.

Bertrand Delano N  en 1950 à Tunis (Tunisie). Diplômé d'études supérieures d'économie politique,

conseil en communication. Conseiller de Paris (18e arrondissement) depuis 1977, président du groupe socialiste et apparentés au Conseil de Paris, de 1993 à 2001. Député socialiste de Paris de 1981 à 1986, sénateur de Paris de 1995 à 2001, inscrit au groupe socialiste. Secrétaire national du PS, chargé des fédérations, de

l'organisation et du contentieux, de 1983 à 1985, membre du bureau national du PS depuis 1997. Maire de Paris depuis mars 2001. Président, depuis 2007, de l'organisation mondiale Cités et Gouvernements locaux unis.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
FRANÇOISE FRESSOZ ET
ISABELLE FICEK**

(1) Cités et gouvernements locaux unis (CGLU).

Tous droits réservés : Les Echos

8C7A45F07040FE09103C0043450B01DA2550515B13E67604B5968D1

Diff. 140 313 ex. (source OJD 2005)

Un savant dosage entre proches, politiques et société civile

On ne change pas une méthode qui a fait ses preuves. Pour briguer un second mandat à l'Hôtel de Ville, le maire sortant a fait appel, comme en 2001, à de très proches, à des membres de la société civile et à des personnalités montantes de son entourage, appelées, en cas de réélection, à tenir des postes clefs. Au coeur du dispositif, son plus proche collaborateur, Laurent Fary, quarante-quatre ans, ancien publicitaire rencontré au début des années 1990, et son bras droit à l'Hôtel de Ville depuis 1994. Le slogan du projet, « Paris, un temps d'avance », c'est lui. Sa préparation et sa mise en forme, aussi. Avec, en amont, le travail mené par un groupe réunissant universitaires et hauts fonctionnaires, et la fédération PS de Paris. Cheville ouvrière du projet, Alain Geismar, soixante-huit ans, ancien leader de Mai 68, ancien chargé de mission auprès de Lionel Jospin à Matignon, conseiller de Bertrand Delanoë de 2001 à 2006, a animé les groupes d'experts. Au coeur du programme également, Nicolas Revel, quarante et un ans, énarque, directeur adjoint du cabinet de Bertrand Delanoë à l'Hôtel de Ville à partir de 2003 et promu, il y a quelques jours, directeur de cabinet. Il remplace ainsi le discret mais

incontournable dir'cab de la mandature qui s'achève, Bernard Gaudillère, un autre énarque, qui affrontera le suffrage universel dans le 10e arrondissement. Autre personnage en pleine ascension, Paul Bernard, directeur adjoint et coordinateur de la campagne, tout spécialement recruté pour l'occasion. Ce normalien de trente ans, agrégé de lettres, secrétaire national des Etudiants juifs de France de 2001 à 2004 - date des premiers contacts avec le maire de Paris - a été débauché de chez Publicis, où il travaillait auprès du PDG, Maurice Lévy. Le maire assure vouloir lui confier, en cas de victoire, des fonctions majeures. Ami de longue date de Bertrand Delanoë, le sociologue Jean-Louis Missika, candidat « d'ouverture » dans le 12e arrondissement, a aussi mobilisé et oeuvré pour le programme, et notamment sa dimension « innovation ». Aux avant-postes de l'animation de la campagne, Bertrand Delanoë a placé des politiques tout dévoués et symboliques, à l'image d'une de ses porte-parole, la strauss-kahnienne Sandrine Mazetier, « tombeuse » aux législatives de 2007 d'Arno Klarsfeld dans le 12e arrondissement. Quant à Anne Hidalgo, sa première adjointe et tête

de liste dans le 15e, autre porte-parole, elle aura assuré une grande part des débats avec les autres candidats, le maire refusant cette confrontation avant le premier tour.

En première ligne politique, Bertrand Delanoë a placé Patrick Bloche, cinquante et un ans, un « disciple », pour diriger la campagne. Premier secrétaire de la fédération PS de Paris depuis huit ans, ce fin politique est l'artisan des négociations avec les Verts en 2001, et avec le PC, le MRC et le PRG en 2008. Il sera « sur le front » au soir du premier tour pour les accords d'alliance. Reste qu'à son habitude, Bertrand Delanoë - tout comme son amie de plus de vingt ans, Anne-Sylvie Schneider, ancienne du cabinet de Martine Aubry au ministère de l'Emploi et « patronne » de l'information et de la communication à l'Hôtel de Ville depuis 2001 - ne laisse aucun détail au hasard. Toujours en contrôle total.

I. F.

Tous droits réservés : Les Echos

CF7855277FA09307304E0E536502D1112B603156834B74B606CDA35

Diff. 140 313 ex. (source OJD 2005)